

Enorme fake new du « Time » en Une : la fillette clandestine n'a jamais été "séparée" de sa mère!

écrit par Lou Mantély | 24 juin 2018



En ce moment dans les rédactions, c'est effervescence putassière : **des journalistes américains viennent de saisir l'opinion en montrant des images d'enfants séparés de leurs parents clandestins**. Du coup, au New York Times, au Monde, à El Pais ou au Corriere della sera, on fait tourner les cafés dans les réunions de rédac' pour tenir le meilleur angle d'attaque publicitaire, pardon journalistique pour frapper le monstre de la Maison-Blanche.

Après avoir affabulé sur un prétendu retour des camps de concentration (alors que ces enfants ne sont derrière les barreaux qu'un temps très court, le temps d'examiner la situation de leurs délinquants de parents), voilà que **le Time se fend d'une manipulation grossière, sertie d'un montage ignoble, en Une de son magazine**.

«*Bienvenue en Amérique.*» En pleurs, Yanela Varela, 2 ans, fait la couverture de Time de cette semaine. Dans un photomontage sur fonds rouge, un président des États-Unis mesurant trois

fois sa taille toise la jeune hondurienne apeurée. La photo de la fillette a été prise le 12 juin dans la ville de McAllen, au Texas, par John Moore, un photographe qui a obtenu le prix Pulitzer et travaille pour l'agence Getty Images. Elle est vite devenue sur les réseaux sociaux une icône, symbole de la douleur provoquée par la séparation des familles. L'image a même contribué à déclencher des donations d'un total de plus de 18 millions de dollars à une association texane d'aide aux migrants appelée RAICES.

Sauf que la jeune Yanela Varela n'a jamais été séparée de sa mère, contrairement à ce qu'affirmaient plusieurs articles. Au Honduras, la responsable de la Direction de protection des migrants au ministère des Affaires étrangères, Lisa Medrano, est formelle. **«La fillette, qui va avoir deux ans, n'a pas été séparée»**, explique-t-elle à l'AFP. Le père de l'enfant, Denis Varela, a aussi confirmé au Washington Post que sa femme Sandra Sanchez, 32 ans, n'avait pas été séparée de Yanela et que les deux étaient actuellement retenues dans un centre pour migrants de McAllen, au Texas. *«La petite fille n'a pas été emmenée en larmes par des agents de la police frontalière des États-Unis, sa mère est venue la chercher et elles ont été emmenées ensemble»*, a été contraint de reconnaître le Time.

Pour autant, le magazine a choisi de maintenir sa couverture jugée trompeuse par la Maison-Blanche. **«La photographie du 12 juin de la petite Hondurienne de 2 ans est devenue le symbole le plus visible du débat sur l'immigration en cours aux États-Unis et il y a une raison pour cela»**, a affirmé dans un communiqué aux médias américains le rédacteur en chef de Time, Edward Felsenthal. *«Dans le cadre de la politique appliquée par l'administration, avant son revirement de cette semaine, ceux qui traversaient la frontière illégalement étaient l'objet de poursuites criminelles, qui entraînaient à leur tour la séparation des enfants et des parents. Notre couverture et notre reportage saisissent les enjeux de ce moment»*, argumente Edward Felsenthal.

« Notre couverture et notre reportage saisissent les enjeux de ce moment. » Les enjeux du moment, c'est de vendre l'image qu'on a décrétée vendable au bon peuple ?

Le journalisme, ce sont les symboles, maintenant? On ne fait même plus semblant de dire la vérité?

Sous Obama, près de 2,5 millions d'immigrés clandestins ont été expulsés des États-Unis. Plus que sous tous les autres présidents américains.

Trump, contrairement à son prédécesseur, n'a pas envie de faire payer les pots cassés de cet envahissement aux Américains. Rappelons que ce sont eux qui financent l'hébergement, la nourriture et les soins des immigrants illégaux et de leurs enfants.

Il suit donc la jurisprudence mise en place sous Bill Clinton. **Sous Obama, les enfants étaient tout autant séparés de leurs parents dans le cadre de l'examen de leur situation.** La différence est que ce dernier pratiquait régulièrement l'expulsion immédiate, sans passage devant un juge. Avec les conséquences que l'on sait : les « migrants » revenaient inévitablement tenter leur chance au pays de l'oncle Barack.

Pour refermer ce véritable tonneau des Danaïdes et éviter aux petits travailleurs américains de payer la note, Donald Trump a mis en place la « tolérance zéro ». Les clandestins font ainsi systématiquement l'objet d'une poursuite judiciaire fédérale. Une sanction leur est appliquée, de manière à les dissuader de violer la loi.

La politique d'asile demeure inchangée, à présent que l'interdiction d'entrée pour les ressortissants de onze pays musulmans est levée. **Les États-Unis accordent 100 000 visas par an à des demandeurs obtenant le statut de réfugiés. Les pays qui se soulèvent depuis un an contre le « racisme »**

américain peuvent-ils tous en dire autant ?